

# Histoire de la Zambie

Les recherches archéologiques font de la Zambie l'un des berceaux de l'humanité.

Les premiers habitants connus de la région étaient les Bushmens, chasseur et nomades et ce, jusqu'au IV<sup>e</sup> siècle où arrivent les bantous.

Le pays a accédé à l'indépendance en 1964, mais sous la période coloniale britannique, le territoire était un protectorat connu sous le nom de Rhodésie du Nord.

## L'ère Bantou

Les bantous maîtrisaient une certaine technologie. Ils étaient des agriculteurs, avaient des ustensiles et des armes en fer, en cuivre et faisaient de la poterie. Ils étaient principalement sédentaires et seule la nécessité de survivre les avait contraints à émigrer. La plupart des bushmen ne purent cohabiter avec les bantous et beaucoup d'entre eux émigrèrent à leur tour, vers le sud où ils peuplèrent notamment le Sud-Ouest Africain.

Entre le XVI<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle, des royaumes furent fondés, fragmentant le territoire en plusieurs États. On pouvait en discerner au moins cinq :

- les Kazembe-Lunda au nord près de la rivière Luapula,
- les Bemba au nord-est,
- les Chewa dans l'est
- les Lozi dans l'ouest en amont du fleuve Zambèze.
- les Tonga au sud près du Zambèze

Le premier Européen à mettre les pieds dans la future Zambie est l'explorateur anglais David Livingstone en 1851. C'est ce

dernier qui découvrit des chutes d'eaux qu'il appela Chutes Victoria. Ce fut aussi dans cette contrée qu'il mourut en 1873.

# La colonisation de la Rhodésie du nord et l'ère de la British South Africa Company

En 1890, au nord du fleuve Zambèze, par crainte d'une attaque des matabeles, le roi Lewanika, demanda lui-même la protection britannique. Rhodes qui avait annexé le Nyassaland peu de temps auparavant, dépêcha des émissaires auprès du roi Lewanika. Ce dernier signa alors un traité plaçant son territoire sous l'administration de la British South Africa Company (BSAC).

En 1891, la nouvelle conquête territoriale de la BSAC, alors communément appelé Zambézie du nord, était en fait divisée administrativement en deux entités distinctes qui allaient s'appeler à partir de 1895, Rhodésie du nord et Rhodésie du sud, en hommage à Cecil Rhodes.

En 1905, la capitale du territoire de Rhodésie du nord qui s'appelait Victoria Falls change de nom et devient Livingstone qui fut alors vite relié par un chemin de fer au Congo belge.

En 1911, la Rhodésie du Nord était administrativement unifiée et ses frontières définitivement délimitées. Durant cette période, des missionnaires anglicans s'installèrent dans les diverses régions du territoire y ouvrant des églises, des hôpitaux et des écoles, évangélisant les populations locales en employant dans l'enseignement les langues locales.

En 1916, la British South Africa Company tenta d'unifier

administrativement les deux territoires Rhodésiens. Elle dut renoncer face à l'opposition des colons de Rhodésie du Sud, nettement plus nombreux et qui craignaient que la pratique autorisant l'emploi d'africains dans l'administration publique, autorisé en Rhodésie du Nord, ne soit ensuite étendue à la Rhodésie du Sud où ces emplois étaient jusque là réservés aux seuls blancs.

## **Le protectorat de Rhodésie du nord (1924-1964)**

Le 1er avril 1924, la Rhodésie du nord devint un protectorat au sein de l'Empire colonial britannique. Son système institutionnel le différenciait ainsi de celui décentralisé de la Rhodésie du Sud où un gouvernement colonial local avait été instauré.

Un conseil législatif fut institué en Rhodésie du nord sous la présidence d'un gouverneur britannique. Les premiers membres de ce conseil législatif étaient tous nommés. Parmi eux, Il y a les officiels, exerçant des fonctions exécutives et les non officiels qui n'avaient pas de fonctions exécutives.

Les britanniques pratiquaient en fait le système de l'"administration indirecte" en s'appuyant sur les chefs autochtones.

En 1926, un système électoral fut instauré pour désigner 5 membres du conseil législatif qui siègeraient auprès des neuf membres non officiels désignés. Le système électoral mis en place était censitaire et qui masquait à peine la ségrégation qu'il mettait en place. Le citoyen devait être sujet de sa majesté (sujet britannique), une qualité jusque-là quasiment exclusive des personnes de race blanche. Ainsi, en Rhodésie du Nord, les Africains n'étaient pas sujet britannique mais sujet sous protectorat britannique. Le citoyen devait par ailleurs

maîtriser parfaitement l'anglais et avoir des revenus ou un patrimoine fixé à un montant.

Les colons, peu nombreux, étaient principalement des industriels et des techniciens. S'ils n'étaient pas autorisés à acheter des terres, les colons pouvaient bénéficier de baux de 999 ans sur les terres de la Couronne alors que les terres des réserves indigènes étaient inaliénables. Celles-ci étaient d'ailleurs situées dans des régions sauvages et insalubres.

En 1928, quatre langues principales locales (cibemba, cinyanja, citonga et silozi) furent choisies pour être employées dans les écoles publiques en tant que langues d'enseignement durant les quatre premières années du primaire. En 1930, les cours d'anglais furent donnés dans les écoles zambiennes, à titre de langue de communication nationale.

En 1931, la ceinture cuprifère (contenant du cuivre) exploitée se révéla deuxième gisement de cuivre du monde, hors Union soviétique. Le cuivre allait dominer toute la vie économique de la Rhodésie du nord et contribué à sa prospérité. Le minerai se révélait essentiel pour le développement de l'industrie automobile et l'armement. L'exploitation de la ceinture de cuivre allait cependant développer et renforcer la ségrégation raciale.

Les mines employaient alors 37 000 africains et 6 000 européens. Chaque groupe racial était organisé dans un syndicat, celui des blancs refusant d'intégrer celui des noirs. Les mineurs blancs avaient alors un excellent niveau de vie socioprofessionnelle (logement dans des cités-jardins, services sociaux performants, domestiques africains à bas prix..). Les compagnies avaient en fait utilisé les grands moyens pour faire venir une main-d'œuvre qualifiée sud-africaine en Rhodésie du Nord (alors surnommé péjorativement le "Johannesburg du nord-noir").

# **En 1935, la capitale du territoire est déplacée à Lusaka, une ville alors de moins de 50 mille habitants.**

En 1938, le conseil législatif s'ouvrit à la représentation des Africains en autorisant la nomination d'un représentant (blanc) de la majorité noire. À cette époque, la parité entre conseillers officiels et non officiels était atteinte (8 représentants chacun dont un représentant la population noire de Rhodésie du Nord). Ce fut aussi en 1938 que Roy Welensky, un syndicaliste des chemins de fer, fondateur un an plus tôt du Parti travailliste de Rhodésie du Nord, était élu au Conseil législatif pour la circonscription de Broken Hill.

En 1940, le syndicat des mineurs blancs obligeait les compagnies à inscrire dans leur contrat de travail une clause garantissant la discrimination raciale sur le lieu de travail.

En 1941, le conseil législatif de Rhodésie du Nord était composé de neufs élus, neuf officiels et d'un représentant des africains.

En 1946, on compte moins de 50 mille blancs en Rhodésie du Nord (soit un blanc pour 42 noirs). La moitié de cette communauté blanche est constituée de sud-africains. Chez les africains, la tribu des Barotsés vivait sous un système spécifique de monarchie constitutionnelle en vertu d'un ancien accord contracté avec la reine Victoria. Le roi Mwanawina III, fils de Lewanika, continuait ainsi de régner dans le Barotseland, sur la plus importante tribu de Rhodésie du Nord.

En 1949, le syndicat nord des mineurs africains de Rhodésie du Nord s'organisa pour faire tomber la discrimination industrielle.

# La Fédération de Rhodésie et du Nyasaland (1953-1963)

Le premier 1er ministre de la fédération fut Sir Godfrey Huggins (anobli sous le titre de Lord Malvern) et ancien premier ministre de Rhodésie du Sud. Le gouvernement fédéral s'attacha à développer l'industrie, monopole des colons blancs et l'agriculture, particulièrement les plantations de tabac mais il ne put empêcher cependant la paupérisation des zones rurales. L'un de ses projets phares (et héritage historique) fut la construction du barrage hydro-électrique du lac Kariba long de 200 km et large de 30 à 50 km, servant également de frontière entre la Rhodésie du Nord et la Rhodésie du Sud. L'énergie disponible devait servir à alimenter les grandes villes et les zones industrielles comme les mines de la ceinture de cuivre de Rhodésie du nord.

En 1955, Roy Welensky succéda à Lord Malvern à la direction du gouvernement fédéral nord-rhodésien

En 1959, alors qu'un certain Harry Nkumbula avait décidé de se rapprocher finalement des blancs du Parti fédéral uni de Welensky, d'autres dissidents outrés comme Kenneth Kaunda, fondèrent alors l'"United National Indépendance Party" ( UNIP ). À la suite d'une manifestation de l'UNIP qui dégénéra à Ndola et qui se solda par la mort d'une femme blanche et de ses deux enfants, l'état d'urgence fut proclamé. L'UNIP fut interdite et Kaunda arrêté et jeté en prison pour 9 mois.

En 1960, une révision de la constitution fédérale de 1952 fut engagée entre le gouvernement britannique, le gouvernement fédéral et les leaders noirs africains. Mais, ces derniers quittèrent la conférence constitutionnelle pour protester contre l'état d'urgence et l'intransigeance des colons blancs de Rhodésie du Sud à ne pas vouloir partager le pouvoir.

En 1961, Kenneth Kaunda déclencha une campagne de désobéissance civile. Tandis que les blancs sont de plus en plus tentés par la sécession katangaise.

En 1962, les élections générales en Rhodésie du Nord furent remportées par l'UNIP de Kaunda (14 sièges) contre 7 à l'ANC de Harry Nkumbula et 16 aux fédéralistes blancs partisans de Welensky. Kaunda et Nkumbula formèrent alors un gouvernement de coalition réclamant l'indépendance de la Rhodésie du Nord.

Le 16 mai 1962, le comité spécial des Nations unies sur la décolonisation se prononçait pour la dissolution de la fédération.

Le 30 octobre 1962, à la tribune des Nations unies, Roy Welensky, le premier ministre fédéral, tentait encore de sauver la fédération et déclarait "sans aucun doute, les Africains seront la majorité dans une quinzaine d'années" mais le 29 mars 1963, la Grande-Bretagne reconnaissait le droit à la sécession de la Rhodésie du Nord tout comme elle venait de la faire pour le Nyassaland.

Le 5 juillet 1963, la conférence de Victoria Falls, ultime tentative pour sauver la fédération, débouchait sur un constat d'échec.

Le 31 décembre 1963, la fédération de Rhodésie et de Nyassaland était officiellement dissoute et la Rhodésie du Nord redevenait un protectorat géré par le Colonial office.

## **La Rhodésie du Nord sur le chemin de l'indépendance**

Lors des élections de janvier 1964, UNIP, le parti de Kenneth Kaunda remportait 55 des 85 sièges de l'Assemblée. Le pays compte alors plus de 2 millions d'habitants dont 75 000 blancs représentés par 10 députés élus par un collège séparé.

Le 24 octobre 1964, la Rhodésie du Nord accède à l'indépendance sous le nom de Zambie, en hommage au fleuve Zambèze. Dans un pays qui compte plus de 70 langues bantoues, les rivalités ethniques étaient telles qu'on décida de garder l'anglais comme langue officielle, afin de ne pas favoriser une communauté ou une chefferie.

## **La Zambie sous Kenneth Kaunda (1964-1991)**

Dès la proclamation de son indépendance, la Zambie a été marquée par des rivalités ethniques, opposant notamment les Lozis, qui s'estimaient lésés contre les Bembas, majoritaires.

Bien que la première République de Zambie prévoyait un régime parlementaire pluraliste de type britannique, avec un président et un vice-président, d'emblée, l'état d'urgence avait été proclamé.

En réaction aux conflits et aux grèves qui se multipliaient dans les mines, le système bascula rapidement vers la concentration des pouvoirs et l'autoritarisme au bénéfice du seul Kenneth Kaunda, lequel nommait et révoquait unilatéralement aux postes clés.

De nombreux programmes furent néanmoins lancés, notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation, afin de corriger les inégalités sociales et raciales héritées du colonialisme. En novembre 1966, l'anglais devenait la seule langue nationale du système éducatif de la Zambie, mettant fin au système d'enseignement en langue locale de la période coloniale. Néanmoins, sept langues locales demeuraient reconnues comme matières d'enseignement sur une base régionale.

En 1968, les 10 sièges réservés aux Blancs à l'Assemblée nationale furent supprimés. Ce fut ensuite le tour des partis politiques d'être interdits à l'exception de l'UNIP. Pour



Kenneth Kaunda, le parti unique devait "permettre une meilleure intégration nationale, dans un pays artificiellement construit par les colonisateurs".

L'économie libérale fut abandonnée pour laisser la place à un système d'économie étatiste et socialiste. L'État zambien prit le contrôle des mines alors que dans l'agriculture, un plan donnait la priorité au développement de la culture du maïs, dont la production était également placée sous le contrôle de l'État.

En 1971, l'ancien vice-président Simon Kapwewe fondait un parti dissident de l'UNIP pour tenter de se présenter contre Kenneth Kaunda. Le parti fut rapidement interdit et Kapwewe mis sous les verrous avant de rejoindre finalement l'UNIP qu'il avait déserté.

En 1973, Kenneth Kaunda imposa le parti unique avec liberté de candidature, dans le cadre de la seconde République de Zambie.

Mais à cette époque, la situation économique se dégradait fortement avec la chute des cours du cuivre et la diminution de la production, compliquée par la fermeture de la frontière rhodésienne, alors voie de passage obligée de transit pour la production zambienne. Il fut alors décidé d'accélérer la réalisation de la ligne de chemin de fer entre la Zambie et la Tanzanie. Cette œuvre fut financée par des capitaux chinois et dès 1975, Lusaka était relié à Dar es Salaam, la capitale tanzanienne.

Dans les années 70, Kenneth Kaunda encourageait également les mouvements de guérilla nationaliste, financées notamment par la Chine et l'Union soviétique, contre les pouvoirs blancs de Rhodésie du Sud, d'Afrique du Sud, du Sud-Ouest Africain et des colonies portugaises. Il parvint cependant à maintenir de bonnes relations avec les pays occidentaux et à se rapprocher de l'Afrique du Sud grâce à l'établissement de contacts personnels avec le premier ministre sud-africain John Vorster,

avec qui il s'était allié pour mettre fin au problème rhodésien. Bien qu'avocat des sanctions contre le pays de l'apartheid, Kenneth Kaunda maintenait des relations commerciales étroites notamment pour la fourniture de produits alimentaires à la population zambienne.

Début des années 80, bien que potentiellement la Zambie est l'un des pays les plus riches d'Afrique avec 13% de croissance par an notamment entre 1964 et 1969, le pays s'enfonce dans la misère, victime de la chute du prix du cuivre.

En octobre 1980, les syndicats s'opposent de plus en plus au gouvernement qui essuya une tentative de coup d'État.

En avril 1982, Kenneth Kaunda essaya de relancer ses contacts personnels avec les dirigeants sud-africains et rencontra Pieter Botha, le successeur de Vorster, à la frontière botswana-sud-africaine pour tenter notamment de le convaincre de retirer l'Afrique du Sud de la Namibie, sans succès. Mais en 1984, ses efforts de médiateur portent leurs fruits car les Sud-africains et les Angolais sont allés signer un accord de non-agression à Lusaka.

En 1985, le revenu par habitant ne vaut plus que 30% de son montant en 1974. En 1986, la monnaie locale, le kwacha est dévalué de 70% sur recommandation du FMI avec qui Kenneth Kaunda se brouillait de temps en temps.

À la fin de l'année 1986, des émeutes de la faim faisaient 25 morts et 150 blessés. En 1987, l'inflation atteignait 600 %. Sur recommandation du FMI, la Zambie acceptait finalement de s'engager dans un programme d'austérité.

En 1988, Kaunda fut réélu pour un sixième mandat, à l'issue d'une élection sans opposition. Mais la crise économique qui frappait la Zambie dans les années 80, l'exode rural, l'essor démographique, la corruption et l'insécurité dans les villes avaient conduits à de violentes émeutes en 1990.

En août 1989, à défaut de succès en politique nationale, Kenneth Kaunda tente d'en avoir sur le plan international en invitant Frederik de Klerk, alors président par intérim d'Afrique du Sud, à le rencontrer à Livingstone. Pendant ce temps, une coalition anti-Kaunda grandissant s'organise et poussa ce dernier à accepter le retour au pluralisme politique et à l'organisation d'élections libres.

## Retour au multipartisme

En 1991, le syndicaliste Frederick Chiluba remporta les élections présidentielles avec 81% des voix pendant que son parti le Mouvement pour la Démocratie Multipartite (MMD) remportait, lui, 80% des sièges à l'assemblée nationale.

Défenseur des valeurs néo-libérales, Chiluba fut réélu en 1996. En 1997, il rétablissait l'état d'urgence à la suite d'une tentative de coup d'État militaire.

En avril 2001, il renonça à solliciter un troisième mandat. En janvier 2002, son dauphin, Levy Mwanawasa, fut élu au cours d'un scrutin contesté.

À la suite de la mort du président zambien Levy Mwanawasa le 19 août 2008, le vice-président Rupiah Banda est désigné chef de l'État par intérim. Il gagne de justesse le scrutin du ..... qui suit, mais s'incline en septembre 2011 face à Michael Sata, chef du Front patriotique. Ce dernier décède à Londres le 28 octobre 2014. Il fut président de la République de Zambie du 23 septembre 2011 au 28 octobre 2014.

Pour une courte durée, Guy Scott devient président par intérim du 29 octobre 2014 au 25 janvier 2015. Il est le premier chef d'État blanc d'un pays d'Afrique subsaharienne.

Actuellement le président en fonction est Edgar Lungu ci-contre, élu le 25 janvier 2015 pour un mandat de 5 ans.